

Le miracle économique allemand touche-t-il à sa fin ?



L'annonce par la Bundesbank d'un nouveau ralentissement cet été de la croissance en Allemagne et d'une baisse de confiance en un redressement à court terme pourrait marquer la fin du "miracle allemand". Mais ce miracle a-t-il même existé un jour ?

Avec Manuel Maleki et Gérard
Thoris

Atlantico : "La croissance a ralenti à nouveau en Allemagne cet été (...) La confiance en un redressement à court terme de la conjoncture s'amenuise dans de plus en plus de secteurs de l'économie", a affirmé la Bundesbank dans son rapport mensuel de novembre, publié lundi sur son site Internet. Est-ce la fin du "miracle allemand" ? Ce "miracle" a-t-il existé un jour ?

Gérard Thoris : Le miracle politique et économique de la fin du XX^e siècle, c'est que l'Allemagne de l'Ouest a pu supporter le choc de la réunification. Il faut sans cesse rappeler le choix du Chancelier H. Kohl pour la parité entre le mark est et le mark ouest.

Parallèlement, l'effet de restructuration de l'économie, la mise à niveau des infrastructures économiques et des avantages sociaux ont considérablement pesé sur le budget de l'Allemagne de l'Ouest. Le déficit budgétaire de l'Allemagne est de 9,5% en 1995, il reste proche de 3 % pendant toute la décennie suivante – comme en France d'ailleurs, mais par pour les mêmes raisons !

Manuel Maleki : Disons que l'économie allemande ralentie mais qu'elle continue à mieux se tenir que les autres grandes économies européennes : elle est finalement rattrapée par les difficultés de ses partenaires.

Le miracle allemand a consisté à réussir la réunification sans déstabiliser le pays. A la fin des années 90 et début 2000, l'Allemagne souffrait d'un point de vue macroéconomique de nombreux déséquilibres (un déficit commercial, un coût du travail élevé, un chômage en hausse...).

Pour résorber ces difficultés, **le gouvernement de l'époque a mis en place une politique d'austérité et des réformes de flexibilisation de la société dans son ensemble.** Cette politique a permis de rééquilibrer les grands déséquilibres macros, de compresser la demande intérieure et d'éviter un accroissement du marché immobilier.

En outre, ils ont repensé leur espace géographique et pris en compte les opportunités qu'offrait la fin du bloc de l'Est. **Toutefois, du point de vue budgétaire et de la dette, l'Allemagne n'a pas été particulièrement vertueuse. De plus, la bonne santé de ses principaux partenaires commerciaux à l'époque a facilité ce miracle.**

Secteur clé de l'économie allemande, les exportations industrielles ont été les premières à faire les frais de l'incertitude qui pèse sur l'ampleur du recul de la demande à l'étranger. L'Allemagne a-t-elle eu tort de tout miser sur les exportations ?

Gérard Thoris : D'abord, l'Allemagne ne mise pas tout sur les exportations. La consommation finale des ménages par tête est globalement la même à 17 200 euros (Eurostat, chiffre de 2011). Il est vrai qu'elle représente une part légèrement inférieure par rapport au PIB (54,4 contre 56%).

Par contre, **on oublie trop souvent en France qu'un excédent commercial de nature exogène exerce un effet de relance comparable à celui d'un déficit budgétaire, la dette publique en moins !** En effet, la demande étrangère adressée à l'Allemagne est indépendante de la conjoncture intérieure, elle se traduit par des emplois, donc des salaires nationaux donc aussi des impôts nationaux. Bref, tout ce que nous recherchons par le biais de la puissance publique, les Allemands l'obtiennent par le biais de la compétitivité.

Il faut ajouter que cette compétitivité, ils la stimulent en n'hésitant pas à se fournir substantiellement en pièces détachées dans les pays d'Europe centrale et orientale, modifiant en passant la définition du Made in Germany !

Manuel Maleki : Non, ils ont historiquement un avantage comparatif dans ce domaine de part leur spécialisation industrielle, leur marketing. Bref, **ils ont dans ce domaine des avantages hors coûts importants, les réformes ont permis de développer les avantages coûts.** Maintenant, dans le cas d'un ralentissement de la demande extérieure, l'Allemagne peut toujours relancer la demande intérieure, et c'est ce qu'ils font timidement.

L'économie allemande est très dépendante de la santé économique des autres membres de l'Union européenne vers qui elle exporte une grande partie de sa production. L'explosion du chômage en Europe peut-elle tuer l'économie allemande ? D'une certaine manière, Angela Merkel n'a-t-elle pas été victime des politiques d'austérité qu'elle a contribué à imposer au reste de l'Europe ?

Gérard Thoris : Il est évident que l'Allemagne joue un jeu ambivalent sinon trouble en Europe. D'un côté, elle semble dire : "l'effort de réformes structurelles que j'ai accompli m'a permis de retrouver l'équilibre budgétaire malgré la crise", ce qui est vrai. Une étude de l'Institut Thomas More montre que, si la France avait la même efficacité que l'Allemagne dans les grands services sociaux, elle économiserait 163 milliards d'euros soit 8,6 points de PIB. Est-ce que ce n'est pas une situation rêvée ?

Mais, **d'un autre côté, elle sait bien qu'elle est très dépendante de ses partenaires européens et, en particulier de la France, pour son commerce.** On peut néanmoins craindre qu'elle ne se souvienne pas avec assez de précision du désastre qu'a produit la formule "l'Allemagne paiera", en marge du Congrès de Versailles après la première guerre mondiale.

Manuel Maleki : Tout ralentissement économique en Europe est mauvais pour l'Allemagne. **Mais depuis 2008, les entreprises allemandes ont diversifié leur politique d'exportation en cherchant de nouveaux marchés extra européens (la Chine en particulier).** Ainsi, en 2007, environ 40 % des exportations étaient intra zone euro quand elles sont autour de 35% aujourd'hui.

Il est clair qu'Angela Merkel avait conscience que l'austérité serait un frein à l'économie allemande, mais elle a sans doute sous-estimé l'impact des politiques d'austérité sur l'économie des pays européens.

L'Allemagne, qui a fait preuve d'une très grande rigueur en matière de lutte contre les déficits, peut-elle voir à son tour son déficit se creuser ?

Gérard Thoris : Le problème principal de l'Allemagne, c'est son vieillissement accéléré. Les travaux de la Commission européenne comme ceux de l'OCDE montrent que, **pour assurer la soutenabilité de la dette publique allemande et la ramener à 50 % du PIB à horizon 2050, il faudrait que l'Allemagne dégage dès aujourd'hui un excédent budgétaire de 5 %**, à peine moins que la France. C'est pourquoi des voix se font entendre outre-Rhin pour renouveler l'effort de la première décennie du XX^e siècle en matière de réformes dans les domaines de la santé et des retraites !

Manuel Maleki : La lutte contre les déficits en Allemagne est quelque chose d'assez récent. Pendant longtemps, France et Allemagne

se suivaient. Maintenant un déficit est un outil macro économique que vous pouvez utiliser pour lisser le cycle et faire en sorte que la crise économique soit atténuée par une intervention étatique à travers des politiques de dépenses, de soutien... En soit ce n'est pas un problème pour l'Allemagne de creuser son déficit tant que cela paraît crédible et soutenable aux prêteurs. **C'est plus la peur de l'inflation qui dirige la politique économique allemande que la peur du déficit.**

L'Europe peut-elle au final bénéficier du ralentissement de l'économie allemande ? Cette situation peut-elle ouvrir la voie à un changement de cap en termes de gouvernance économique en Europe ? Le rôle de la BCE pourrait-il être amené à évoluer ?

Gérard Thoris : Il est difficile de savoir ce qui se trame exactement dans les instances politiques des pays européens. Notons d'abord que, **à chaque approfondissement de la crise européenne, l'Allemagne a d'abord dit non avant d'accepter le soutien aux pays défallants.** Depuis le printemps 2012, il est clair qu'Angela Merkel exerce un leadership incontesté dans l'Union européenne. Paradoxalement, cela lui donnera peut-être des marges de liberté pour assouplir sa position. **En tout cas, le point focal est l'intervention directe ou indirecte de la Banque centrale européenne pour acheter des obligations publiques.** Tout va se jouer dans les relations de la BCE avec le Mécanisme européen de stabilité qui va commencer à opérer en 2013.

Manuel Maleki : D'un point de vue économique, non, le ralentissement allemand n'est pas bon pour l'Europe. Cependant, **d'un point de vue politique cela pourrait rendre l'Allemagne plus conciliante et plus souple et donc provoquer quelques changements de gouvernance.** Enfin, n'oublions pas que 2013 est une année électorale en Allemagne.

Le rôle de la BCE a déjà beaucoup évolué malgré l'opposition de la BUBA. Mais il est tout à fait possible que cela continue au gré de l'évolution de la situation.